

La crise de l'euroscepticisme



© Photograph: Dunk
<https://www.flickr.com/photos/dullhunk/34390755362>
(CC BY 2.0)

Projet Jean Monnet

Sciences Po Strasbourg

École

de l'Université de Strasbourg



With the support of the
Erasmus+ Programme
of the European Union

Kit d'outils pédagogiques pour la médiation et gestion de crises aux frontières de l'UE

Réalisé dans le cadre du projet Jean Monnet
« Crise(s) européenne(s) et régions frontalières »
(2018-2021)

Préambule

Les « Castle-talks on Cross-Border Cooperation »

Les « Castle-talks on Cross-border Cooperation » (conversations au château sur la coopération transfrontalière) ont débuté entre 2012 et 2013 dans le cadre de ma Chaire Jean Monnet. L'objectif de la Chaire était de développer de nouveaux modules d'enseignement des Etudes Transfrontalières à l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) de l'Université de Strasbourg. En tant que co-directrice du Master 2 en Relations Internationales et Processus d'Intégration Régionale, et professeure associée et membre de la fondation CEPA au Château de Pourtalès qui propose des programmes d'échange pour des étudiants américains, j'ai eu l'idée de créer une plateforme d'échange sur la coopération transfrontalière au Château entre les étudiants européens de mon Master 2 et les étudiants américains du programme CEPA.

Le but premier des « Castle-talks » était d'approfondir la recherche dans le domaine des Etudes Transfrontalières et d'attiser l'intérêt de jeunes chercheurs pour ce qui ne fait que très peu l'objet de spécialisation de Master. Ma Chaire Jean Monnet avait donc pour objectif de pallier ce manque : les « Castle-talks » ont été conçus sous forme de séminaires de recherche interdisciplinaires et organisés de manière annuelle au Château de Pourtalès à Strasbourg. Le concept des « Castle-talks » était le suivant : les séminaires représentaient d'une part une opportunité pour les chercheurs de présenter leurs travaux sur un aspect précis de la coopération transfrontalière, et d'autre part une occasion d'échanger sur cette thématique pour les étudiants européens et américains. L'idée était aussi de tirer des conclusions de cette expérience et d'ouvrir ces séminaires à d'autres disciplines scientifiques et à d'autres chercheurs venant de différentes régions frontalières dans le monde. La rencontre entre étudiants de Master et jeunes doctorants présentait un contexte idéal pour une discussion interdisciplinaire fructueuse sur la coopération transfrontalière.

Cependant, ce concept de « Castle-talks » a progressivement évolué. Récemment, les séminaires au Château de Pourtalès ont été rattachés au projet Jean Monnet « Crise(s) européenne(s) et régions frontalières » (2018-2021), comportant un cycle de 4 séminaires à cheval sur 2019 et 2020. Ceci fait suite au projet Jean Monnet « Conflits et coopérations dans les régions frontalières de l'Union européenne », mené en 2017 et 2018. Les « Castle-talks » sont désormais organisés chaque semestre (deux fois par an) et durent deux jours, l'un étant plus focalisé sur la recherche avec des présentations faites par des spécialistes d'universités et de centres de recherches et l'autre plus axé sur l'enseignement, avec des présentations faites par des groupes de travail composés d'étudiants européens et américains.

Birte Wassenberg

Le kit d'outils pour la médiation et gestion de crises aux frontières de l'UE

Ce kit d'outil a été réalisé à la suite des quatre « *Castle-talks* » qui ont eu lieu dans le cadre du projet Jean Monnet « Crise(s) européenne(s) et régions frontalières ». L'approche adoptée a été thématique, chaque séminaire portant sur une crise distincte, à savoir :

- **La crise de l'identité européenne**, qui se manifeste par l'augmentation de l'euroscpticisme,
- **La crise de Schengen**, qui remet en cause l'idée d'une « Europe sans frontières »,
- **La crise migratoire**, qui pose le problème du respect des droits de l'homme aux frontières de l'UE,
- **La crise des « ressentiments »**, qui questionne l'état de la réconciliation des populations aux frontières.

Les principaux participants au projet Jean Monnet « Crise(s) européenne(s) et régions frontalières » :

Birte Wassenberg, professeure d'université en Histoire contemporaine à l'Institut d'études politiques (IEP) de Strasbourg (France),

Joachim Beck, Recteur de la Hochschule de Kehl (Allemagne) et co-responsable d'un centre de recherche appliquée sur la coopération transfrontalière,

Frédérique Berrod, professeure en droit à l'Institut d'études politiques (IEP) de Strasbourg (France),

Emmanuel Brunet-Jailly, professeur en sciences politiques et administratives à l'Université de Victoria (UVIC) (Canada),

Jean Peyrony, directeur général de la Mission opérationnelle transfrontalière (MOT) à Paris (France),

Bernard Reitel, professeur en géographie à l'Université d'Artois (France),

Katarzyna Stoklosa, professeure en histoire contemporaine à la Southern Denmark University Sonderborg (Danemark),

Anne Thevenet, directrice adjointe de l'Euro-Institut à Kehl (Allemagne).

La création de ce kit d'outils n'aurait pas été possible sans la coopération des équipes de la **Mission Opérationnelle Transfrontalière** et de l'**Euro-Institut**.

Le *Castle-talks* sur la crise de l'eurosepticisme

Ce séminaire du projet « *Castle-talks on Cross-border Cooperation* » s'est tenu au Château du Pourtalès, à Strasbourg, du 5 au 7 novembre 2018. Il avait pour thème « La crise d'identité de l'Europe : eurosepticisme dans les régions frontalières ». De nombreux chercheurs étaient présents, et ce Toolkit se fonde sur leurs présentations ainsi que sur celles des étudiants. Les chercheurs et intervenants de ces deux jours de séminaires étaient les suivants :

BECK Joachim, Hochschule für Öffentliche Verwaltung, Kehl; Centre d'excellence Jean Monnet Strasbourg) ;

BERROD Frédérique, Université de Strasbourg ;

BÖHM Hynek, University of Limeric, Czech Republic ;

BOHNER Ulrich, MESA Strasbourg ;

CASTAN PINOS Jaumé, University of Southern Denmark ;

DECOVILLE Antoine, LISER Luxembourg ;

DURNIK Mitja, University of Ljubljana ;

GUILLERMO Martin, Association of European Border Regions ;

HOFMANN Anne, Euro-Institut Kehl ;

KLAT Martin, Association of European Border Regions ;

LELOUP Fabienne, Université catholique Louvain-la-Neuve ;

MEDEIROS Eduardo, University of Lisbon ;

OLSZEWSKI Marek, Olza Poland ;

PAUN Nicolae, Université Babes-Bolyai Cluj ;

REITEL Bernard, Université d'Artois ;

SCHIRMANN Sylvain, Directeur du Centre d'excellence Jean Monnet, Sciences Po Strasbourg ;

TAILLON Ruth, Centre for Cross-Border Studies, Armagh ;

WASSENBERG Birte, Institut d'Etudes Politiques; Centre d'excellence Jean Monnet, Strasbourg).

L'euroscepticisme

L'euroscepticisme est un phénomène de **désaffection du processus d'intégration européenne** et de remise en cause du partage de la souveraineté nationale au profit de l'Union. Il se manifeste en particulier dans certains **partis politiques**, notamment les extrêmes (mais pas seulement) : AfD en Allemagne, Podemos en Espagne, Fidesz en Hongrie, pour n'en citer que quelques-uns. Ces partis, libérés de la stigmatisation de l'antieuropéisme par sa banalisation, connaissent un certain succès, y compris aux élections européennes. Bien souvent ils incitent à un « **rebordering** » et encouragent le renforcement des frontières européennes qui ont été « invisibilisées ».

Euroscepticisme radical et euroscepticisme modéré :

Szczerbiak A. et Taggart P. posent une distinction utile à l'analyse de l'euroscepticisme :

Le « **hard euroscepticism** », soit l'euroscepticisme radical ou europhobie, **rejette le processus d'intégration européenne dans son entièreté**, et combat toute nouvelle politique mise sur la table des négociations européennes. Ses partisans souhaitent voir leur État quitter l'UE (c'est le cas par exemple du UKIP, du Parti Néerlandais pour la liberté, et du Rassemblement National), ou préconisent une réduction significative du rôle de l'UE (la Ligue italienne, l'AFD en Allemagne, ou Jobbik en Hongrie), ou encore veulent transformer substantiellement l'UE en une confédération plus flexible où chaque État resterait pleinement souverain (le mouvement italien 5 étoiles, le Fidesz hongrois, les conservateurs anglais).

Le « **soft euroscepticism** », un euroscepticisme plus modéré, rejette non pas l'intégration européenne en elle-même, mais **l'intégration européenne telle qu'elle est aujourd'hui, ou bien l'une ou l'autre de ses politiques en particulier**, et appelle de ses vœux une « autre » Europe.

Les politistes considèrent généralement que l'euroscepticisme contemporain trouve son origine dans la politique de **Margaret Thatcher** (Première ministre britannique de 1979 à 1990) qui se prononce en faveur de l'Europe du Marché Commun assurant le libre-échange, mais s'oppose à toute intégration politique et bureaucratique.

Cependant, les historiens estiment que l'euroscepticisme est bien plus ancien et ne se limite pas aux partis politiques. Entendu comme l'opposition à l'idée d'une Europe fédérale, l'euroscepticisme **apparaît en même temps que l'idée même d'une intégration européenne**. Face aux projets de Richard von Coudenhove-Kalergi, d'Aristide Briand, et d'autres penseurs de l'Europe communautaire, des formes d'euroscepticisme sont observables dans l'**entre-deux-guerres**, chez les nationalistes, les partisans d'un internationalisme prolétarien, ou encore les mondialistes. « Avant même d'exister, la communauté

européenne était ainsi accusée d'être trop vaste et trop limitée, trop ouverte et trop fermée » (Louis, A.).

C'est aussi une forme d'antieuropéisme, née du refus de certains dirigeants de céder des compétences sur certaines politiques dont ils estiment qu'elles doivent demeurer exclusivement du ressort de la souveraineté nationale, qui fait échouer la **Communauté européenne de Défense en 1954**, qui transparaît à travers la « **politique de la chaise vide** » du **général de Gaulle en 1965**, ou encore qui conduit à l'**eurosclérose des années 1970**. Même le passage au suffrage universel direct pour l'élection du Parlement européen en 1979 ne parvient pas à combler entièrement la défiance ressentie par certains Européens.

De nombreux groupes politiques manifestent leur désapprobation lors des **débats sur le Traité de Maastricht (1992)**, qui n'est adopté par référendum que de justesse. Par la suite, la critique envers la construction européenne a été particulièrement visible lors du **refus par référendum de la France et des Pays-Bas d'adopter le traité constitutionnel européen (2005)**. Néanmoins, la manifestation eurosceptique la plus criante est incarnée par le **Brexit** : nul rejet de l'intégration aussi catégorique n'était advenu jusqu'à présent.

Évolution du concept d'euroscepticisme :

Le concept d'euroscepticisme n'est pas toujours applicable et doit être contextualisé. Il apparaît pour la première fois dans le journal britannique **The Time en 1985**, et remplace peu à peu le terme d'**antieuropéisme** employé depuis la Première Guerre mondiale. D'abord utilisé outre-Manche et dans les pays scandinaves, il permet de désigner les factions politiques qui s'opposent à la construction européenne, et est d'emblée rattaché aux souverainistes et nationalistes.

L'**usage du terme par les acteurs eux-mêmes** est d'abord relativement restreint et ambigu. Au moment des débats sur le Traité de Maastricht (1992), aucune famille politique ne se qualifie ouvertement d'anti-européenne ou d'eurosceptique malgré l'opposition manifeste de certains. L'extrême droite se déclare favorable à une « Europe des nations et des patries », et à partir de 1997 le PC est officiellement « euroconstructif ». La nuance se situe le plus souvent dans le **type d'Europe souhaité** par chacun.

Les terminologies en usage sont nombreuses (« europhobie », « europessimisme », « euro-indifférence », « souverainisme », « anti-européisme ») et proviennent pour la plupart d'un **lexique journalistique ou partisan**. C'est pourquoi les historiens préfèrent parler de « **résistance à l'Europe** » ou de « **mouvement d'opposition à la construction européenne** » de façon générale afin de dépasser la typologie d'euroscepticisme hard ou soft, relativement critiquée, car ne résistant pas toujours à l'épreuve des faits, et de prendre davantage en compte les « forces profondes » de l'euroscepticisme, ou plutôt des euroscepticisms.

Le terme ne saurait être employé de manière abusive pour qualifier des citoyens ou des acteurs exprimant un

avis critique par rapport à un dysfonctionnement de l'Union ou l'une de ses politiques. Il s'agit de faire la **différence entre regard critique et souhait de moins d'Europe**. À la suite du référendum français du 29 mai 2005 sur l'adoption d'une Constitution pour l'Europe, 72% des votants (toutes formations politiques confondues, à l'exception de l'extrême droite) se déclarent favorables à la construction européenne malgré la victoire du « non » à 54%. Parmi les individus s'étant exprimés en faveur du « non », 39% évoquent la possibilité de renégocier une meilleure constitution parmi les raisons de leur vote, et seuls 27% estiment que « le bilan de la construction européenne est négatif pour la France ». Cet exemple montre la nécessité d'analyser de manière fine les opinions exprimées au sujet de la construction européenne.

À l'occasion des « Castle-Talks on Cross-Border Cooperation », l'euroscepticisme, en particulier dans les régions frontalières, et ses manifestations telles que le Brexit, ont fait l'objet d'une analyse commune entre enseignant-chercheurs et étudiants en études européennes et border studies. Nous exposerons ici les conclusions des diverses études de cas en compilant leurs apports selon quatre axes : caractéristiques, causes, conséquences, et perspectives de relance de l'enthousiasme pour le projet européen.

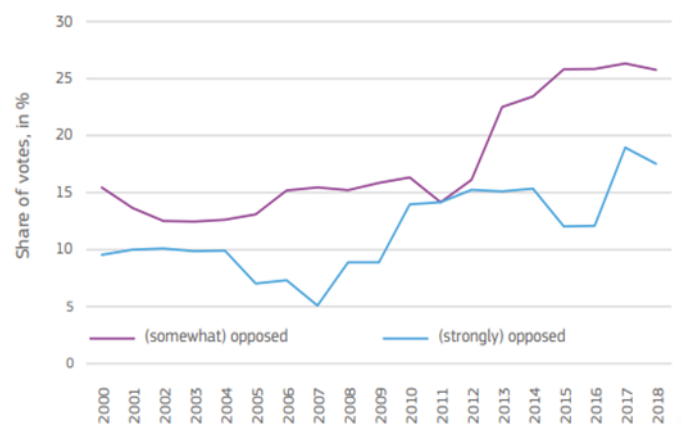
Euroscepticisme en chiffres et en cartes : vision d'une Europe mécontente

Des études permettent de comparer l'euroscepticisme dans les États membres et de mettre en évidence le **phénomène à l'échelle continentale, mais aussi nationale, locale et individuelle**. Les statistiques et la cartographie électorale illustrent la **diversité des formes d'euroscepticisme**, et la **variété de leurs causes**. Les données présentées ci-dessous sont principalement issues du rapport [The Geography of EU Discontent](#) publié par la Commission européenne en 2018, qui étudie la croissance électorale des partis qui s'opposent à l'intégration européenne lors des élections nationales entre 2013 et 2018.

Le vote en faveur des partis eurosceptiques

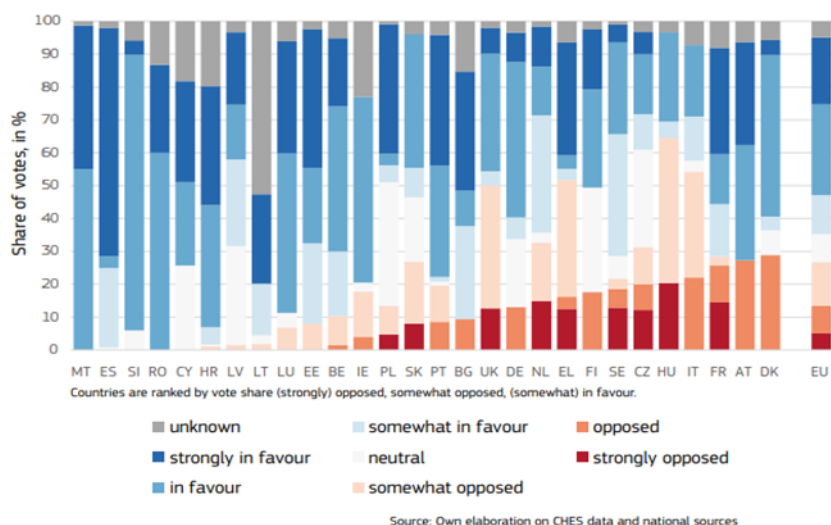
Bien qu'il soit le premier choc anti-establishment, le Brexit n'est pas le premier signe de mécontentement à l'égard de l'UE. La part des votes en faveur des partis s'opposant à l'intégration européenne a régulièrement augmenté au cours des quinze dernières années. Entre 2013 et 2018, l'UE a connu une succession d'événements qui ont contribué à forger une opinion publique relativement plus eurosceptique qu'auparavant. Pour n'en citer que quelques-uns : la crise de la zone euro, la situation politique et économique de la Grèce, l'augmentation du nombre d'attaques terroristes depuis 2015, la crise migratoire, le Brexit, etc.

Parmi les partis qui s'opposent à la construction européenne, les auteurs distinguent les mouvements fortement opposés, opposés et quelque peu opposés. La part des votes en faveur des partis fortement opposés à l'UE est passée de 10% à 18% entre 2000 et 2018. On observe la même tendance chez les partis qui présentent une certaine résistance à l'intégration dans l'Union européenne, passant de 15% à 26% des votes (figure ci-contre).



Share of vote for parties that oppose EU integration, 2000-2008, Dijkstra L., Poelman H., et Rodriguez-Pose A. (2018)

Une telle augmentation est observée dans l'ensemble de l'UE, cependant une analyse par État membre révèle d'**importantes disparités**. Le graphique ci-dessous montre pour chaque État la répartition des votes obtenus selon la position plus ou moins pro ou anti- Europe des formations politiques.



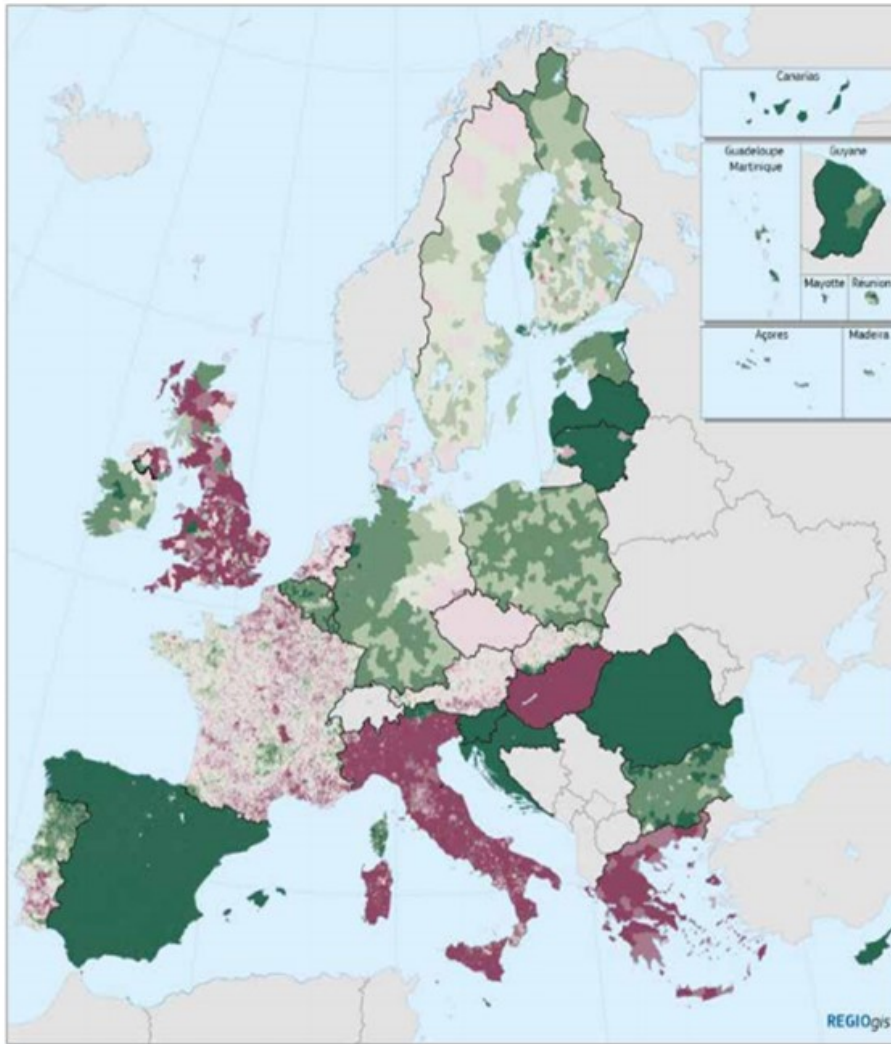
Votes by party position on EU integration, 2013-2018, Dijkstra L., Poelman H., et Rodriguez-Pose A. (2018)

Les partis plus ou moins eurosceptiques totalisent **plus de 25% des voix dans 10 États**. Le classement des États les plus eurosceptiques dépend fortement de la **prise en compte ou non des partis légèrement opposés à l'Union**, et laisse apparaître des **polarisations plus ou moins importantes** des scènes politiques nationales.

Les pays où les partis ouvertement opposés à l'intégration européenne reçoivent le plus de votes sont **le Danemark, l'Autriche et la France**. Cependant, **la Hongrie, la Grèce, l'Italie et le Royaume-Uni** arrivent largement en tête avec plus de 50% des voix lorsque les mouvements quelque peu opposés sont pris en compte. Ces résultats traduisent la montée en puissance des partis politiques Fidesz (Hongrie), Syriza (Grèce) et du Mouvement 5 étoiles (Italie) lors des dernières élections. Au Royaume-Uni, ils reflètent la division entre les travaillistes et le parti conservateur, modérément opposé à la construction européenne. Dans ces États, c'est **l'ensemble de l'échiquier politique** qui débat du bien-fondé de l'intégration européenne. Dans certains États comme l'Allemagne, la Bulgarie, la Finlande, les partis quelque peu anti-UE sont presque inexistants, ce qui suggère que les partis eurosceptiques se positionnent comme **partis d'opposition** antisystème ou anti-consensus.

D'autres États se démarquent par **l'absence de votes ou de partis opposés** à l'intégration européenne. C'est le cas de **petits États** comme Chypre, Malte et le Luxembourg, à qui l'UE peut donner du poids sur la scène internationale. C'est le cas également pour d'**anciens membres** comme l'Espagne, la Belgique et l'Irlande. Enfin, c'est le cas des États baltes et d'**États de l'Est ayant intégré l'UE récemment** comme la Slovaquie, la Croatie, la Bulgarie et la Roumanie, pour qui l'UE constitue une protection face à la Russie et leur permet de s'ancrer durablement dans la sphère économique, politique et stratégique occidentale. Le

cas polonais est intéressant, car malgré le retour au pouvoir en 2015 du parti Droit et Justice (PiS), eurosceptique selon les institutions européennes, mais qui s'autoqualifie d'« euro-réaliste », le pays présente une importante résistance de la **tradition europhile** depuis les années 1990.



Share of votes for parties somewhat opposed, opposed or strongly opposed to European integration, 2013-2018, Dijkstra L., Poelman H., et Rodriguez-Pose A. (2018)

Minimum share of votes for parties somewhat opposed, opposed or strongly opposed to European integration, 2013-2018

% of valid votes

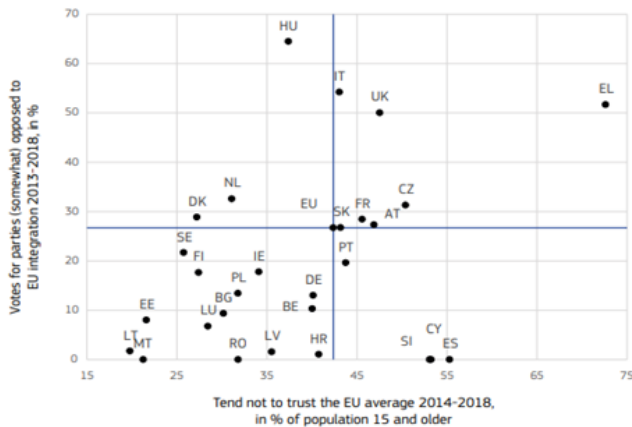


Sources: national authorities, CLEA, Chapel Hill Expert Surveys 2014 and 2017, EuroGeographics, DG-REGIO
Election years
2018: IT
2017: BG, CZ, DE, FR, MT, NL, AT
2016: IE, ES, HR, CY, LT, RO, SK
2015: DK, EE, EL, PL, PT, FI, UK
2014: BE, LV, HU, SI, SE
2013: LU
EU-28 average = 26.7%

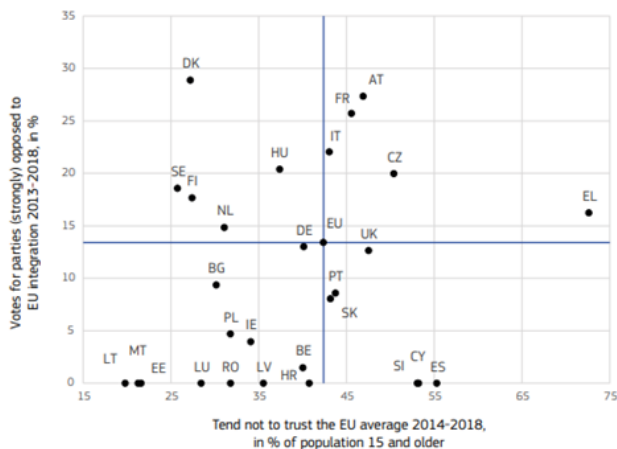
0 500km

© EuroGeographics Association for the administrative boundaries

La carte ci-dessus confirme dans l'ensemble les tendances nationales observées, mais révèle des **disparités régionales** qui peuvent être très importantes, notamment entre le nord et le sud du Portugal, entre l'est de l'Allemagne et le reste du pays, entre le nord et le sud de l'Autriche ou encore entre différentes régions françaises. Il faut donc aller chercher les origines de l'euroscépticisme au **niveau infranational**.



Votes for parties (somewhat) opposed to EU integration and lack of trust in the EU, Dijkstra L., Poelman H., et Rodriguez-Pose A (2018)



Votes for parties (strongly) opposed to EU integration and lack of trust in the EU, Dijkstra L., Poelman H., et Rodriguez-Pose A. (2018)

Les deux figures ci-dessus montrent globalement une corrélation qui semble à première vue logique entre **défiance envers l'UE** et **vote en faveur des partis qui s'opposent à celle-ci**. La Grèce apparaît comme étant le pays membre de l'UE qui présente le pourcentage le plus élevé de personnes qui ne croient pas en l'Union. Cette opinion se reflète dans le vote élevé pour les partis eurosceptiques modérés. À l'autre bout du spectre, la confiance relativement importante des Maltais dans l'UE semble se refléter dans l'absence de vote eurosceptique.

Cependant certains cas inattendus révèlent une ambiguïté supplémentaire. L'UE bénéficie d'un niveau de discrédit faible au Danemark, pourtant on y observe l'un des votes les plus importants en faveur des partis fortement opposés à l'intégration européenne. L'Espagne, à l'inverse, n'a pas officiellement de parti opposé à l'intégration européenne malgré un indice de défiance parmi les plus élevés. Ces ambiguïtés invitent à s'interroger sur les causes profondes du vote eurosceptique.

La carte de l'Europe mécontente : l'euroscepticisme dans les régions

Lorsque le centre politique d'un État est ouvertement euroscepticisme, cela n'implique pas forcément que l'ensemble du territoire et les multiples **entités délocalisées** plus ou moins indépendantes qui le composent suive la tendance, et inversement. Les régions peuvent continuer à participer aux programmes de l'UE, et bénéficier de subventions européennes, à l'encontre des trajectoires nationales. En outre, selon que l'on s'intéresse aux marges ou au centre d'un État, les motifs de l'euroscepticisme varient.

La **Roumanie** en est une bonne illustration. Les élites politiques roumaines tendent de plus en plus vers l'euroscepticisme, mais en 2004, déjà 16 **coopérations régionales transfrontalières** y sont mises en œuvre. Ainsi, le Banat, ancienne province de l'Empire austro-hongrois partagée entre la Hongrie, la Roumanie et la Serbie, et aujourd'hui recomposée via l'Eurorégion Danube-Kris-Mures-Tisza (DKMT) créée en 1997. L'euroscepticisme de la Hongrie est connu, mais cela n'empêche pas ses périphéries de coopérer au sein d'une Eurorégion. Seul un Comitat de Hongrie a quitté le DKMT en 2004, mais deux autres y sont restés. De même, la Hongrie, la Pologne, l'Ukraine, la Roumanie et la Slovaquie coopèrent au sein de l'Eurorégion des Carpates, plus grande et plus ancienne Eurorégion de l'ancien bloc de l'Est, faisant acte de micro-intégration via le transfrontalier.

Share of the votes for parties opposed or strongly opposed to European integration, 2013-2018, Dijkstra L., Poelman H., et Rodriguez-Pose A. (2018)



La carte ci-contre se concentre sur le vote en faveur des partis fortement opposés à l'intégration européenne, et permet d'observer des **différences régionales fines au sein d'un même État**. Les auteurs du rapport *The Geography of EU Discontent* constatent que, de manière générale, les **zones rurales et les petites villes sont plus eurosceptiques** que les grandes villes.

Ainsi, en France les votes non eurosceptiques des villes de Lille et Strasbourg font figure d'exceptions dans leur région, où le vote des campagnes s'est exprimé davantage en faveur de partis eurosceptiques. Il en va de même pour l'Allemagne de l'Est, où la tendance eurosceptique est moins marquée dans les villes de Berlin, Dresde et Leipzig, que dans les environs immédiats de ces villes. Dans le nord de l'Italie, les grandes villes de Milan et Turin s'opposent à l'euroscepticisme des villes petites et moyennes, et des zones rurales. Le nord du Danemark, l'est de la Suède, et le centre de la République tchèque présentent également une forte présence de partis radicalement anti-européens.

Si l'on se penche sur les **zones frontalières** en particulier, le constat est **très nuancé**. Dans certaines, l'euroscepticisme est plus présent que dans d'autres régions du même État. Ainsi, les habitants de la région des Hauts de France ont plus voté pour les mouvements eurosceptiques que les habitants de la Bretagne. Au Danemark, l'eurosceptique Parti du peuple danois (DF) a obtenu ses meilleurs scores dans les circonscriptions frontalières de l'Allemagne aux dernières élections européennes et nationales. En revanche, l'inverse est également observable : certaines régions frontalières ont massivement voté pour des partis europhiles, à l'inverse des régions plus centrales. C'est le cas du nord-ouest de l'Allemagne et du Nord du Sud Tyrol en Italie par exemple.

Dans les espaces frontaliers, les préjugés et les trajectoires personnelles peuvent avoir une influence importante. Tandis que les métropoles deviennent des centres cosmopolites prospères où l'État-nation peut tendre à s'effacer, ce n'est pas toujours le cas aux frontières. La **différenciation nationale** reste une réalité mentale et une pratique sociale pour une part importante des frontaliers, et **seule une part minoritaire d'individus « transfrontaliers »** s'impliquent au quotidien dans des pratiques sociales transfrontalières.

Certains peuvent se sentir comme envahis par leurs voisins européens lorsque ceux-ci franchissent la frontière. D'autres, effectuant un calcul coût-bénéfice, **ne se retrouveront pas dans l'intégration européenne ou ne s'y sentent pas suffisamment impliqués**. Ainsi en 2001, lors d'une assemblée générale, le Comité des frontaliers de Moselle dénonce « l'Europe de Maastricht » comme une « Europe libérale qui se construit contre et sans les peuples », sentiment partagé par d'autres espaces frontaliers en Europe. Un autre cas est celui des **travailleurs frontaliers** : leur nombre élevé témoigne d'une vitalité de l'espace Schengen, mais constitue aussi une source d'euroscepticisme. Notons que l'euroscepticisme peut également se développer chez les acteurs mêmes de la coopération transfrontalière, quand le **dialogue interculturel** souffre de certaines tensions.

Paradoxalement, les zones frontalières sont aussi des **lieux de partage par excellence, récepteurs et émetteurs d'identité(s) européenne(s)**. C'est notamment la raison pour laquelle la part belle fut faite aux régions frontalières dès les années 1990 pour renforcer l'intégration européenne. Cette participation accrue des régions frontalières à la construction européenne a été rendue possible par deux axes : la naissance d'**Interreg** en 1990, financé par le FEDER, et la mise en avant de **structures de coopération trans-**

frontalière telles que les Eurorégions.

L'euroscepticisme selon les territoires et les populations

Certaines études tentent de déterminer le « **profil** » de l'**électorat eurosceptique**, ou bien les espaces où les arguments eurosceptiques seraient les mieux reçus. Existe-t-il des situations socio-économiques ou des territoires où l'on peut ressentir la peur du voisin, ou se sentir davantage ignoré par les « technocrates européens » ? Le rapport The Geography of EU Discontent cherche à dessiner le profil des Européens et des territoires qui présentent une méfiance croissante à l'encontre de l'UE. Les auteurs étudient à la fois les caractéristiques individuelles et spatiales du vote eurosceptique. L'analyse inclue plus de 63 000 circonscriptions dans les 28 États membres.

Pour de nombreux chercheurs, le **niveau de ressources**, l'âge et surtout le **niveau d'éducation** représentent les trois facteurs principaux du vote eurosceptique. Les personnes qui disposent d'un faible niveau de ressources et d'éducation, âgées et conservatrices sont identifiées comme tendanciellement plus réceptives aux arguments eurosceptiques. Ainsi, les partisans du Brexit seraient essentiellement (mais pas que) des **individus « exclus » du système économique et social**, qui ont été laissés pour compte par les changements rapides du monde moderne post-industriel, et se sentent à l'écart du consensus général.

Les résultats de l'étude The Geography of EU Discontent indiquent cependant que les facteurs communément signalés comme moteurs du populisme (tels que le vieillissement, la ruralité, l'éloignement, le déclin de l'emploi et le déclin démographique) ne semblent pas être aussi déterminants que prévu dans la croissance des partis eurosceptiques, et remettent au centre l'importance du **contexte territorial**. Le vote eurosceptique semble en effet associé à une combinaison entre **déclin économique et industriel**, **faible niveau d'éducation** et **manque d'opportunités d'emploi local**.

Ce constat est également fait dans l'analyse des votes du Brexit, par exemple à niveau d'éducation égal le vote varie en fonction des zones géographiques. Pour chaque critère personnel, le vote « Leave » est moins important dans les zones géographiques mieux dotées. Ainsi, au-delà des facteurs individuels, le déclin industriel et économique à long terme du territoire semble être une cause fondamentale de l'augmentation du vote eurosceptique.

Les causes structurelles de l'euroscepticisme

L'euroscepticisme est un sentiment et une opinion qui trouve ses racines dans de nombreux éléments **politiques, économiques et sociétaux**. Ses causes sont à la fois **conjoncturelles et structurelles**. Sa vigueur actuelle ne peut s'expliquer uniquement par la crise de l'Eurozone de 2010 ou par la hausse du nombre de demandeurs d'asile autour de 2015-2016. Les causes sont en effet multiples et souvent plus profondes qu'il n'y paraît à première vue.

Gouvernance de l'UE et déficit démocratique

En premier lieu, l'euroscepticisme est une critique de la nature même de l'Union européenne et de ses institutions. L'UE se définit comme une organisation internationale supranationale unique, qui n'est ni une confédération d'État ni un État fédéral, mais se situe dans un entre-deux, réunissant 27 pays dans une organisation juridique sui generis, composée d'organes multiples et complexes. La **question de la gouvernance et du leadership** au sein de l'Union demeure un enjeu majeur depuis les débuts de la construction européenne. La gouvernance européenne est fragmentée entre de multiples institutions - certaines représentant les intérêts des États et d'autres davantage ceux de l'Union ou de ses citoyens -, et entre les individus qui y exercent les fonctions clefs (présidents de ces institutions, commissaires européens, chefs d'États et de gouvernements, etc.).

Trois exemples illustrent cette idée :

- La **Commission** remplit sa mission de gardienne des traités fondateurs et d'organe exécutif. Elle se focalise sur les moyens d'approfondir l'intégration européenne afin d'atteindre les objectifs ambitieux fixés dans les traités. Ses membres agissent théoriquement dans l'**intérêt de l'Union tout entière** et non dans celui de leur État d'origine. Son **comportement bureaucratique est parfois perçu comme autoritaire** envers les individus, les entreprises et les États, ce qui crée certaines résistances.
- L'**Eurogroupe** est l'organe intergouvernemental constitué des ministres des Finances des États membres de l'Eurozone qui représentent leurs **États respectifs**. Il décide des politiques mises en œuvre pour les 19 membres **sans consultation des citoyens européens**.
- Le **Parlement européen**, dont les membres sont élus au suffrage universel par les citoyens européens, quel que soit l'État dans lequel ils se trouvent, demeure le seul organe réellement démocratique.

tique représentant l'intérêt des citoyens européens. Cependant, sa capacité d'initiative et de prise de décisions reste limitée.

L'une des origines de l'euroscepticisme s'explique par le **manque de proximité ressenti** entre les citoyens européens et les institutions européennes. Il s'ensuit un **sentiment d'incompréhension** face à la complexité du projet européen, **de dépossession de la souveraineté et de l'indépendance nationale**, et **d'abandon par une UE trop grande, trop lointaine, ou trop bureaucratique**. Cette impression est d'autant plus forte que l'Union ou la Commission servent régulièrement de **boucs émissaires** pour les gouvernements mettant en œuvre des politiques impopulaires. Leur légitimité démocratique est souvent niée.

Cet euroscepticisme issu d'**arguments démocratiques** est par exemple porté au Danemark. Aujourd'hui défendu par l'extrême droite, il l'était auparavant davantage par l'extrême gauche, à l'image du vif soutien des partisans de cette sensibilité politique au "non" au projet de Constitution européenne porté devant les électeurs en 2005. C'est une critique que B. Bruneteau qualifie de « **protestataire** », qui dénonce les **institutions européennes comme instruments de domination d'une élite bureaucratique** sur les peuples européens.

L'affaiblissement de la souveraineté nationale

L'objectif de l'UE est notamment de promouvoir ses valeurs et une **cohésion économique, sociale et territoriale toujours renforcée** entre ses membres. Ce projet est formulé dès les origines par les partisans d'une forme de fédéralisme européens, au nombre desquels les « pères fondateurs » de l'Europe, et la Commission européenne en est la gardienne. Il se traduit par la **délégation** (mais non par la confiscation ni par le renoncement) **de parts de la souveraineté nationale** à une entité qu'on peut qualifier de supra-étatique.

Mais face à ce processus d'intégration toujours approfondie, une part importante des eurosceptiques estime qu'un retour de la **primauté de la souveraineté nationale** – ou, à l'échelle locale, **de l'autonomie régionale** - partiel ou total nécessaire. Ils considèrent que l'État est une **entité plus compétente, plus efficace et plus légitime** pour définir et mettre en œuvre ses propres politiques économiques, migratoires, ou agricoles, ses finances publiques ou encore sa gestion des frontières. C'est notamment autour de ces questions de souveraineté que des mouvements eurosceptiques se sont développés en Norvège et au Danemark.

Le régionalisme et l'UE, entre euroscepticisme et europhilie

Dans les années 1990, le **Comité des Régions** apporte des ressources aux régions qui souhaitent plus

d'autonomie, leur permettant d'accroître leur développement économique, social et territorial par le biais de **subventions européennes** octroyées directement aux niveaux régional et local. Pourtant, les régions connaissent finalement un coup dur qui amoindrit leur positionnement favorable vis-à-vis de l'UE. En effet, les **élargissements** de l'UE vers l'Est en 2004, 2007 et 2014 entraînent une baisse des fonds alloués aux régions déjà membres et les placent dans une situation financière plus incertaine.

Par ailleurs, un certain nombre de **mouvements régionalistes** sont ouvertement eurosceptiques. Pour ces mouvements il s'agit de récupérer non seulement l'indépendance vis-à-vis des gouvernements centraux, mais également les parts de souverainetés qui ont été déléguées à ('confisquées par') l'UE.

Pourtant, dans les courants régionalistes, il n'est pas systématiquement question de quitter l'Union, en témoigne le cas de la Catalogne ou de l'Écosse. Dans le sillage de la crise économique de 2008, le mouvement indépendantiste catalan gagne en popularité. Il se caractérise, entre autres, par une volonté de créer un État-nation catalan, dans l'optique de se séparer des mesures d'austérité imposées par le gouvernement espagnol pour respecter les objectifs de déficits fixés à Bruxelles, mais surtout de rester dans l'UE. Pour certains mouvements séparatistes, en Irlande du Nord, en Flandre, ou encore dans le Sud-Tyrol, l'UE constitue un **facilitateur dans l'accession à l'indépendance**, en symbolisant le dépassement de l'appartenance à un État-nation, et en offrant une meilleure résilience lors de l'entrée sur un marché économique mondial très concurrentiel. L'attrait de ces régions pour l'UE est solide, mais surtout conditionné à leur lutte pour l'indépendance.

La revendication d'une « Europe des régions » :

L'échelon local est essentiel à la **mise en œuvre des politiques européennes**. En tant qu'acteurs de terrain certains acteurs locaux espèrent voir se développer une Europe faisant la part belle aux régions et collectivités territoriales unies et solidaires. Cette attente est une transposition au niveau européen et transnational d'une revendication qui existe d'abord à l'échelle nationale. L'idée d'une **Europe décentralisée** séduit en particulier dans certaines régions indépendantistes qui souhaitent voir diminuer le pouvoir des gouvernements centraux.

Le **Comité Interreg** constitue une porte d'accès à l'élaboration des politiques européennes pour les entités locales, notamment par le biais d'études, d'avis et de communications transmises aux dirigeants et institutions européennes. Cependant, ce sont les États eux-mêmes qui désignent les régions membres qui intégreront la délégation nationale au Comité des Régions. Ainsi, les gouvernements nationaux se placent entre l'UE et les régions, qui souhaiteraient pouvoir **participer davantage à l'élaboration des politiques européennes en tant qu'acteur de terrain majeur** dans la mise en œuvre des politiques économiques et sociales.

Le retour de discours identitaires et l'introuvable « identité européenne »

D'un point de vue plus global, l'euroscepticisme traduit un retour du **débat identitaire** au sein des pays membres de l'Union européenne. En 2005, 32% des votants qui se sont exprimés en défaveur de la Constitution pour l'Europe estiment en effet qu'elle représentait « une menace pour l'identité de la France ». L'exemple le plus criant de ce facteur est le Brexit, effectif depuis le 31 janvier 2020, car des études s'accordent à dire que les Britanniques ne s'identifient pas à l'identité européenne.

Le questionnement autour de l'existence même d'une identité européenne fait débat depuis plus d'un siècle. Peut-elle être définie par un territoire, un certain nombre d'éléments culturels communs ? S'agit-il seulement de l'acquisition de la citoyenneté européenne, qui ne remplace pas, mais s'ajoute à la citoyenneté nationale ? Le respect de valeurs communes est également une frontière floue que l'Union n'est pas totalement en mesure de définir. L'« identité européenne » relève en réalité davantage d'une **construction politique a posteriori**, opérée par des entrepreneurs politiques pro-européens cherchant à **cimenter les nouvelles avancées de l'intégration politique**. Si les justifications antérieures, basées sur des arguments principalement économiques, sont bien comprises par le grand public, celui-ci a plus de mal à adopter cette idée d'identité européenne qui relève d'un registre nettement plus **abstrait**.

L'influence de la scène politique nationale

L'importance de l'euroscepticisme au niveau national dépend également de la situation politique dans les États membres. À propos des élections nationales et locales, on parle parfois d'**élections européennes de « second ordre »** pour souligner leur dimension européenne et les conséquences qu'elles peuvent avoir sur les institutions de l'UE. De plus, le recours aux **référendums**, notamment pour l'adhésion à l'UE et la ratification des traités, permet aux citoyens d'exprimer leur mécontentement.

L'autodésignation de personnalités et formations politiques comme « eurosceptiques » peut relever de considérations non seulement idéologiques, mais aussi parfois stratégiques. En effet, le **positionnement sur l'échiquier politique national** se fait en partie en fonction du rapport à la construction européenne, par exemple pour marquer une différence. C'est une observation que fait C. Leconte en analysant le mouvement populiste autrichien fpö : l'euroscepticisme « est un élément indissociable de l'**identité populiste et de la stratégie protestataire** de ce type de partis, qui cherchent ainsi à se démarquer des partis établis, globalement favorables à la logique d'intégration ».

Par ailleurs, d'après A. Louis, « La critique de l'Europe est aujourd'hui devenue l'**exutoire du désarroi démocratique** » qui se joue en premier lieu au niveau national. En 2005, 30% des personnes ayant voté

« non » au référendum souhaitent « manifester [leur] mécontentement à l'égard de la classe politique en général », et 24% admettent que c'était « l'occasion de s'opposer au gouvernement et à Jacques Chirac ». On peut également observer que les **partis d'oppositions** ont tous voté contre, tandis que la faction au pouvoir a majoritairement voté en faveur de l'adoption de la Constitution pour l'Europe. De même, les élections européennes sont parfois considérées comme des **élections de mi-mandat** pour les chefs d'États et de gouvernements. Cela traduit le fait que **les électeurs européens ne perçoivent pas les politiques et la démocratie européennes indépendamment du contexte politique national**, et que l'Europe peine à s'imposer comme une scène politique indépendante.

Euroscepticisme et crises économique et sociale

Un autre tenant de la popularité du courant eurosceptique est lié à la position de l'UE sur le terrain économique, aux valeurs libérales qu'elle promeut ou encourage. Les politiques européennes se sont érigées en fer de lance du **libéralisme économique**, éliminant les **barrières au libre-échange** entre les États, et augmentant leur interdépendance économique. La ratification du traité de Maastricht en 1993 consacre la vocation d'Union économique de l'UE. En 2005, l'idée que la constitution proposée est trop libérale sur le plan économique est la deuxième raison évoquée par les votants s'y étant opposés (40%), traduisant une certaine inquiétude vis-à-vis du libéralisme européen.

La **crise économique de la fin des années 2000** est l'un des grands défis auxquels l'UE a été confrontée. Plusieurs études suggèrent que l'euroscepticisme est lié à la dégradation des **conditions de vie**. Le mécontentement par rapport à la situation économique et sociale de la France est la première raison évoquée par les personnes ayant répondu par la négative au référendum (52%). 72% des personnes ayant voté « non » sont **inquiètes pour leur situation personnelle**, contre 22% des personnes ayant voté « oui ». Pareillement, lors du vote sur le Brexit, les individus avec de faibles revenus, occupant des emplois peu qualifiés, au chômage, ou dont la situation financière s'est dégradée, se sont davantage exprimés en faveur du « Leave ». Dans le sillage de la libéralisation économique (qui n'est cependant pas advenue du seul fait de la construction européenne, mais des développements de l'économie mondiale dans son ensemble), le **dumping social** s'est développé, donnant parfois aux travailleurs les plus exposés à la délocalisation de leur activité le **sentiment de ne pas être soutenus par l'UE**. Pour ces personnes, les attentes liées aux promesses d'une prospérité issue du Marché Commun ont été déçues.

S'opposant à la doctrine libérale, l'euroscepticisme prône le **nationalisme économique et le rétablissement des barrières douanières** entre les États. Les mouvements eurosceptiques pointent généralement du doigt le manque de leviers nationaux économiques et monétaires de réponse aux crises, les **mesures d'austérités** adossées aux packs de sauvetage, le poids sur la sécurité sociale de l'accueil des migrants, ainsi que le manque de considération pour les **intérêts locaux** dans les accords de libre-échange. B. Bruneau parle d'**argument utilitariste**. Un « contre-mouvement » qui rend également compte des différences

de **paradigmes régissant les politiques étatiques** : dirigisme, ordo-libéralisme, laisser-faire, État providence, etc. Ainsi, l'Union rencontre des difficultés pour rassembler 27 pays aux **influences, stratégies et approches économiques** diverses, voire parfois opposées.

Une gestion discutable de la « crise des migrants »

Dans les suites immédiates des printemps arabes, de nombreux conflits se déclenchent, en particulier en Syrie et en Libye, poussant les populations de ces États tantôt déstabilisés, tantôt faillis, à fuir ou chercher de meilleures conditions de vie sur le continent européen. Au cours de la seule année 2015, **un million deux cent mille demandeurs d'asile sans papiers** gagnent les côtes européennes.

Cette situation exceptionnelle amène l'UE à proposer des solutions afin de gérer cet afflux de personnes. Cependant, cette crise met le doigt sur les **limites des règles et mécanismes européens régissant les migrations et le droit d'asile**. Aucune stratégie commune ne fait l'unanimité, **les États se divisent sur la répartition des responsabilités**. Le règlement **Dublin III** et les différents compromis trouvés sont assez peu suivis, et ne permettent pas permis de répartir efficacement les déplacés. Certains États membres se retrouvent en situation précaire, notamment la Grèce et l'Italie, aux premières loges concernant les arrivées. Par ailleurs, l'Europe se transforme en forteresse avec la réintroduction de **contrôles aux frontières intérieures**, et le **renforcement des frontières extérieures**. Plusieurs **principes et valeurs** prônés par l'UE connaissent d'importantes entorses en matière de droits de l'Homme, de solidarité, de libre circulation, des droits des migrants.

Les discours eurosceptiques s'appuient sur ces échecs. De nombreuses formations politiques doutent de la **capacité de l'Union à prêter assistance** à leur État face à ces circonstances, et défendent leurs **intérêts nationaux**, souvent au détriment de ceux de l'Union. Les élections législatives italiennes de 2018 révèlent la montée en puissance des partis d'extrême droite dans la politique italienne, qui orientent majoritairement leurs discours sur la gestion inefficace de la crise des migrants par l'Union européenne. En République tchèque, où l'UE est déjà utilisée comme bouc émissaire pour expliquer les difficultés internes, cette crise est instrumentée par l'ancien premier ministre et président Václav Klaus, qui souhaite un « Czexit ». Par ailleurs, la **réponse sécuritaire** de l'UE et des États membres va dans le sens de revendications eurosceptiques.

Les territoires frontaliers, des espaces éloignés de l'euroscepticisme ?

En dépit de ces nombreuses causes de développement de l'euroscepticisme, certains espaces restent profondément **attachés à la construction européenne**. Ainsi, au tournant du XXe siècle, les régions fronta-

lières tendent à être moins eurosceptiques que les régions plus centrales, avec certaines nuances. Par exemple, les **programmes INTERREG** ont souvent été une réussite dans les régions au sud de l'Europe, cependant la crise de 2008 a occasionné dans ces régions à l'IDH plus faible d'énormes pertes en termes de PIB jusqu'en 2015. Une étude d'ensemble des territoires frontaliers au sein de l'UE montre que les interactions aux frontières génèrent des **bénéfices matériels**, provoquant satisfaction et adhésion au projet européen, et donnent par ailleurs de réelles **opportunités pour s'engager dans des relations transnationales**, par rapport aux régions plus centrales. Par-delà la frontière, des **relations de tolérance et de compréhension mutuelle** se sont développées, dans le sillage d'une adhésion plus nette au projet européen.

Les conséquences de l'euroscpti- cisme

Mouvement complexe aux causes variées, l'euroscpticisme s'exprime différemment selon les territoires et les échelles. D'une **perte de croyance** dans les institutions européennes obligeant à trouver des **alternatives** à leur fonctionnement, au **rejet total** du projet européen, nous allons tenter d'explorer certaines conséquences de l'euroscpticisme.

La crise de la solidarité européenne

En 2008, les effets de la **crise des subprimes** née outre-Atlantique font entrer le continent européen en récession. Certains pays, comme **la Grèce, l'Irlande ou l'Espagne** sont sévèrement touchés, avec une augmentation significative du chômage. La crise et les mesures économiques prises par l'UE entraînent des protestations chez les **pays créditeurs**, très réticents à utiliser leurs ressources pour revitaliser l'économie des États en difficulté, en dépit des valeurs de solidarité de l'UE.

La crise grecque :

En 2009, le nouveau gouvernement grec annonce à ses homologues que les chiffres nationaux de la dette et du déficit ne coïncident pas avec les **critères de convergence de l'UE**. Face à cette nouvelle, les membres de l'Eurogroupe divergent et peinent à trouver une solution satisfaisante. Ce n'est qu'en 2010 qu'un **plan d'urgence** de 110 milliards d'euros est proposé à la Grèce, en échange de **mesures d'austérité**. Un deuxième plan d'aide s'avère nécessaire un an plus tard et s'accompagne à nouveau d'un programme d'austérité drastique.

Ces programmes répétés plongent la Grèce en **récession** et le chômage atteint 28% en novembre 2014. La population se sent délaissée et tient l'UE pour responsable. Les partis extrémistes comme l'Aube dorée, profondément euroscptique et populiste, gagnent en importance. C'est finalement le parti d'extrême gauche Syriza qui remporte les élections législatives de 2015 en tenant un discours d'opposition vis-à-vis de la politique libérale de l'Union. Bien que ce parti ne remette pas en cause l'appartenance à l'UE, l'opposition aux politiques européennes va de pair avec une **perte de croyance dans ses institutions et dans son principe de solidarité**, qui n'ont pas su remédier aux difficultés du peuple grec, et qui pour certains les auraient aggravées.

Politiques européennes, fonctionnement institutionnel et valeurs

Dans certains Etats comme en Pologne et en Hongrie, les partis au pouvoir rejettent **l'immixtion de l'UE dans les affaires politiques internes** et l'idée d'une Europe supranationale. Ils dénoncent les propositions de sanctions européennes qui font suite à leurs réformes mettant à mal l'état de droit et l'indépendance de la justice. Il en résulte des **blocages au Conseil européen** dans les négociations entre chefs d'États et de gouvernements.

Une part non négligeable des **élus au Parlement européen** se disent eurosceptiques ou eurocritiques. Le **groupe des Conservateurs et Réformistes européens**, antifédéraliste, est favorable au libéralisme économique mais s'oppose aux institutions européennes. Le groupe **Europe de la liberté et de la démocratie directe**, qui existe de 2009-2019, rejette le traité de Lisbonne, la supranationalité et le renforcement de l'intégration européenne. Le Mouvement pour une Europe des nations et des libertés, devenu le **groupe Identité et Démocratie** en 2019, comprend 71 membres, dont le RN, la Lega italienne, et l'AfD allemande. Ces groupes totalisent **172 sièges** au Parlement Européen en 2019, contre 155 en 2014. Ils disposent donc d'une **importante capacité de blocage**, bien que leur **capacité à coopérer reste irrégulière**. Par ailleurs, la plupart de ces élus **ne prônent plus une sortie de l'UE, mais seulement son affaiblissement**. De l'autre côté du spectre politique se trouve le **Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne**, eurocritique, qui refuse les politiques d'austérité et souhaite construire l'Europe sur l'anticapitalisme. Globalement, les élus eurocritiques, eurosceptiques et anti-Européens représentent **30% des membres** du Parlement européen, cependant leurs **agendas politiques et idéologies sont très divers**. On peut donc douter de leur capacité à réellement entraver le fonctionnement du PE au-delà d'un simple pouvoir de nuisance, d'autant plus que leurs positions et leurs intérêts nationaux sont parfois contradictoires, au sujet des migrants ou de la Russie par exemple.

Conséquences dans les régions frontalières

L'euroscepticisme dans les régions frontalières peut parfois **remettre en cause l'ouverture de la frontière et les flux transfrontaliers**. À titre d'exemple, le Mouvement Citoyen Genevois, populiste et régionaliste, a été créé pour lutter contre le phénomène des travailleurs frontaliers. Indirectement, l'ouverture des frontières n'apporte pas les mêmes avantages à tous les citoyens, en fonction des asymétries et différences structurelles entre les pays. Certains Genevois perçoivent comme une injustice la possibilité de travailler en Suisse en gagnant un salaire généralement plus élevé qu'en France, tout en payant des taxes et un loyer français relativement moins onéreux. En conséquence, une « **préférence indigène** » est mise en œuvre le 1er juillet 2018, privilégiant les citoyens suisses dans l'accès aux postes disponibles.

Après le Brexit, le risque d'un « Frexit », d'un « Grexit », d'un « Nexit »... ?

La montée de l'euroscepticisme fait peser un **risque d'implosion** sur l'Europe, ou du moins de séparation de certains de ces États membres. Le **Brexit** est un véritable choc pour l'UE, car l'opinion publique au Royaume-Uni ne semblait pas plus particulièrement eurosceptique que dans d'autres États membres tels que l'Italie ou la Hongrie. La réussite du vote « Leave » a encouragé les personnalités publiques eurosceptiques d'autres États en démontrant la possibilité d'une telle issue.

Son influence sur les autres mouvements eurosceptiques est cependant ambiguë, car le Brexit a donné lieu à d'âpres négociations entre le Royaume-Uni et l'UE et a mis au grand jour les **difficultés à défaire les liens économiques, politiques et juridiques** qui ont été noués. L'avenir du Royaume-Uni apparaît incertain, et il n'est **pas assuré que les avantages de la sortie de l'UE surpassent les désavantages**. Ces constats ont poussé certains partis anti-européens à adoucir leurs discours. De nombreux mouvements **militent aujourd'hui non plus pour une sortie, mais pour une réforme de l'UE**, et une limitation des transferts de compétences en faveur de celle-ci, comme c'est le cas du RN.

La montée d'un tel euroscepticisme soft qui ne témoigne pas la volonté de sortir de l'Union, mais qui en souligne les failles, peut créer des **blocages dans la définition des politiques européennes**, mais peut également permettre une mobilisation de la société civile en faveur de transformations significatives.

Quels remèdes pour répondre à la montée de l'euroscepticisme ?

Quelles solutions peuvent être apportées aux difficultés sous-jacentes qui sont révélées par une croissance de l'euroscepticisme ? Les intervenants des « Castle talks » ont proposé des éléments de réponse centrés sur une **meilleure représentativité des régions et des citoyens européens** pour améliorer l'efficacité et la pertinence des politiques communautaires, et **faire vivre une certaine « identité européenne »**.

Une meilleure représentativité des citoyens et des régions à l'échelle européenne

Une **Europe unie**, qui parvient à dialoguer efficacement, est **plus à même d'appréhender les crises qu'elle traverse** de manière coordonnée, avec une capacité d'adaptation plus importante, et en y apportant des réponses à la hauteur des enjeux. La **stratégie européenne de lutte contre le terrorisme international** répond à ces ambitions : réseau européen de sensibilisation, groupe d'experts de haut niveau, forum, plans d'action pour la protection, réglementation sur les précurseurs d'explosifs, dispositif de coordination de crise au niveau de l'UE, outils d'évaluation des risques, partage des meilleures pratiques, action extérieure, etc.

Concernant l'euroscepticisme entendu comme un mouvement contre le libéralisme économique européen, des perspectives de réformes s'offrent à l'UE. Il serait par exemple possible de **réviser les accords de libre-échange** pour permettre une plus grande protection des économies nationales pour soutenir certains secteurs en cas de nécessité, comme cela a été le cas en réponse à la crise sanitaire de 2020. Des évolutions pourraient advenir en matière d'**Europe sociale**.

Malgré sa taille, il est important pour l'UE de connaître la vision de ses citoyens dans leur diversité culturelle, économique et sociale. Quel est le point de vue des jeunes ou les citoyens frontaliers sur les frontières ? Sur l'Europe ? Sur « l'autre » ? Par ailleurs, l'UE doit **s'appuyer sur ses citoyens pour construire ses politiques**. Dans un souci de représentativité et de coopération entre les institutions et les citoyens, elle se doit de mettre en place des **dynamiques politiques ascendantes**. Cela rendrait également la scène politique européenne plus indépendante vis-à-vis des conjonctures politiques nationales. Plusieurs solutions peuvent être envisagées :

- Accorder plus de **pouvoir au Parlement européen**, faire en sorte qu'il ne soit plus la seule institu-

tion démocratiquement élue,

- Faciliter les conditions de réussite et donner davantage suite aux **Initiatives Citoyennes Européennes**, qui permettent depuis 2012 à un million de citoyens signataires dans sept États membres de soumettre une initiative politique à la Commission,
- Organiser des **consultations citoyennes** sur les politiques et projets de législations européennes en fonction de leur impact. L'avis consultatif pourrait être rendu obligatoire pour certaines politiques.

Si le traité de Lisbonne agrandit le champ d'action des régions européennes, leurs pouvoirs restent limités. **Décentraliser la prise de décision et impliquer plus fortement les eurorégions** peut être une solution durable afin de construire des politiques pertinentes, efficaces, et acceptées par les acteurs sociaux-économiques et les citoyens.

Construire une identité européenne en incluant davantage les régions et les citoyens à l'action communautaire

L'euroscepticisme se traduit par une méfiance dans les institutions européennes, mais également par une absence de sentiment identitaire européen, **d'appartenance à une communauté politique européenne**, tandis que les partis populistes ou eurosceptiques se placent en défenseurs des identités nationales. Pourtant l'une et l'autre identités doivent pouvoir être **compatibles** de manière horizontale, sans entrer en concurrence. Pour cela, l'UE doit répondre à un **déficit conceptuel et pédagogique**.

Les frontières, les langues, les cultures apparaissent davantage comme des réalités tangibles, tandis que la citoyenneté recouvre certes un ensemble de droits et de devoirs, mais représente également un concept **abstrait**. Son **enseignement** pourrait être révisé et renforcé, afin que soient assimilés dès le plus jeune âge les principes et mécanismes institutionnels de l'UE, pour ne laisser aucun citoyen dans l'ignorance de processus qui impactent pourtant son quotidien.

Les régions transfrontalières permettent rencontres et compréhension mutuelle par de-là la frontière grâce aux **projets de coopération transfrontalière**. Cette coopération doit ainsi inclure une **participation populaire**, notamment via les programmes Interreg. Dans un premier temps, l'objet de la coopération peut être élargi à des fins autres que la croissance économique, en promouvant des projets qui renforcent l'identité européenne. Un certain nombre de programmes mis en place au niveau local encouragent les interactions avec les pays frontaliers, et doivent toucher le plus grand nombre. Dans un second temps, il s'agit d'accroître la participation démocratique dans les espaces transfrontaliers en créant des comités de coopération, en établissant des liens avec les **organisations de la société civile**, par exemple les ONG et les

associations locales. **Les résultats de la coopération et le bénéfice des échanges doivent être visibles et réels** pour les citoyens. Ainsi, il est nécessaire d'améliorer la qualité des coopérations transfrontalières afin de suivre une **stratégie d'intégration qui permettrait à tous les citoyens d'adhérer et de se sentir acteurs à part entière du projet européen.**

Bibliographie additionnelle :

Page de garde: Banksy, street art (détail), Dover, Royaume Uni, 2017

Szczerbiak, A., Taggart, P., The party politics of euroscepticism in EU member and candidate states, Sussex European Institute Working Paper, n°46, 2002

Louis, A., « Les Anti-européens », à propos de : Bernard Bruneteau, B., Combattre l'Europe. De Lénine à Marine Le Pen, CNRS éditions [en ligne] 29/10/19. disponible sur : <https://lavedesidees.fr/Bernard-Bruneteau-Combattre-Europe-Lenine-Le-Pen.html>

Wassenberg, B., Clavert, F., Hamman, P. (dir.), Contre l'Europe ? Anti-européisme, euroscepticisme et alter-européisme dans la construction européenne de 1945 à nos jours (Volume I) : les concepts, Franz Steiner Verlag, Stuttgart, 2010.

Gaillard, M., « L'Union européenne en crise, 2004-2007 », L'Histoire, 2017.

Bouillaud, C., *L'euroscepticisme n'est-il qu'un mot ?*, L'Harmattan, Politique européenne, n°34, 2011, pp. 243-254.

Le Dréau, C., « Introduction L'identité européenne des eurosceptiques : l'énigme Philippe Chalamont », Les cahiers Irice, 2009/2 (n°4), p. 5-17.

Bouillaud, C., et Reungoat, E. « Tous des opposants ? De l'euroscepticisme aux usages de la critique de l'Europe », Politique européenne, vol. 43, no. 1, 2014, pp. 9-45.

« Référendum 29 mai 2005 : sondage sortie des urnes. » Ipsos [en ligne], 20/09/05 (consulté le 14/03/21). Disponible sur : <https://www.ipsos.com/fr-fr/referendum-29-mai-2005-le-sondage-sorti-des-urnes#04>

Dijkstra, L., Poelman, H., et Rodríguez-Pose, A., The Geography of EU Discontent, Luxembourg, Publications Office of the European Union, 2018.

Klatt. M. (2020), The So-Called 2015 Migration Crisis and Euroscepticism in Border Regions: Facing Re-Bordering Trends in the Danish–German Borderlands, *Geopolitics*, 25:3, 567-586

Goodwin, M., Heath, O. (2016). The 2016 Referendum, Brexit and the Left Behind: An Aggregate-level Analysis of the Result. *The Political Quarterly*. 87. 10.1111/1467-923X.12285.

« La Réplique : Les mouvements régionalistes en Union européenne entre europhobie, euroscepticisme et europhilie. » EU Logos Athena [en ligne], 27/07/17 (consulté le 25/03/21). Disponible sur : <https://www.eu-logos.org/2017/07/24/les-mouvements-regionalistes-en-union-europeenne-entre-europhobie-euroscepticisme-et-europhilie/>

Casteigts, M., « Enjeux et limites de la coopération transfrontalière », Territoires - Les nouvelles échelles territoriales, DATAR, 2003.

Leconte, C., « Chapitre 3. Le fpö : un euroscepticisme stratégique et idéologique », dans : L'Europe face au défi populiste. Leconte C. (dir.), Paris cedex 14, Presses Universitaires de France, « Partage du savoir », 2005, p. 65-87.

AFP, « Les eurosceptiques auront du mal à s'unir malgré leur score aux européennes », lepoint [en ligne], 27.05.2019 [consulté le 13.06.2021]. Disponible sur : https://www.lepoint.fr/monde/les-eurosceptiques-aurent-du-mal-a-s-unir-malgre-leur-score-aux-europeennes-27-05-2019-2315368_24.php